

Unité départementale Meurthe et Moselle / Meuse
11 rue de l'île de Corse
CS 12247
54035 NANCY

NANCY, le 15/12/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/09/2022

Contexte et constats

Publié sur 

SAINT GOBAIN PAM

Avenue Camille Cavallier
BP 129
54700 Pont-à-Mousson

Références : AN/IP/2062_2022
Code AIOT : 0006200539

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/09/2022 dans l'établissement SAINT GOBAIN PAM implanté Avenue Camille Cavallier Adresse Exclusive BP 129 54700 PONT-A-MOUSSON. L'inspection a été annoncée le 21/09/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAINT GOBAIN PAM
- Avenue Camille Cavallier Adresse Exclusive BP 129 54700 PONT A MOUSSON
- Code AIOT : 0006200539
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Oui

La société SAINT GOBAIN PAM, implantée sur le territoire des communes de Pont-à-Mousson et Blénod-lès-Pont-à-Mousson, fabrique des canalisations en fonte ductile. L'établissement dispose notamment d'une installation de stockage de ses déchets inertes sur le territoire de la commune Blénod-lès-Pont-à-Mousson.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Installation de stockage de déchets inertes : constitution des alvéoles, déchets admis.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Déchets admissibles	AP Complémentaire du 04/04/2007, article 8	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Condition d'exploitation des alvéoles	AP Complémentaire du 04/04/2007, article 9.1	/	Sans objet
3	Constitution d'une alvéole	AP Complémentaire du 04/04/2007, article 9.2	/	Sans objet
4	Superficie des alvéoles	AP Complémentaire du 04/04/2007, article 9.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Quelques déchets non admissibles ont été déposés dans l'alvéole n°6. Des blocs de béton de démolition ont été déversés sur le talus de cette alvéole avec un risque d'endommagement du dispositif d'étanchéité constitué par la géomembrane. L'exploitant justifiera sous un délai de 15 jours la correction de ces écarts et la mise en oeuvre de dispositions pour les éviter.

La construction de la nouvelle alvéole (n°6) et le réaménagement de l'alvéole dont l'exploitation a cessé (n°4), n'appellent pas d'observation particulière.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déchets admissibles

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/04/2007, article 8
Thème(s) : Risques chroniques, Stockage de déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sont admissibles sous réserve des critères H14 pour les déchets non dangereux et des critères fixés en annexe les seuls déchets produits par les usines de PONT-A-MOUSSON et BLENOS-LES-PONT-A-MOUSSON suivants : <ul style="list-style-type: none">- stériles issus du traitement des co-produits ferreux- boues de cimentation- ciment bocage- chaux de désulfuration exclusivement avec les boues de cimentation- démolitions
Constats : Le suivi des déchets montre que les principaux déchets stockés dans les alvéoles sont des stériles issues du traitement des déchets des hauts-fourneaux dont la partie métallique a été extraite par concassage-tri et boues de cimentation. Une roue de voiture usagée est présente dans l'alvéole 6, récemment mise en exploitation ainsi que de gros blocs en béton dont le déversement sur la partie supérieure du talus a pu conduire à la perforation de la géomembrane destinée à assurer l'étanchéité de l'alvéole. L'exploitant précise que ces déchets ont été déposés par des entreprises extérieures travaillant sur le site.
Observations : Il est demandé à l'exploitant de justifier sous un délai de 15 jours : <ul style="list-style-type: none">- l'évacuation des quelques déchets non admissibles dans l'alvéole ;- que les blocs en béton déposés sans précaution particulière sur le talus Ouest n'ont pas endommagé la géomembrane ;- que des dispositions sont prises pour éviter le renouvellement de ces écarts.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Condition d'exploitation des alvéoles

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/04/2007, article 9.1
Thème(s) : Risques chroniques, Stockage de déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Deux alvéoles au plus peuvent être exploitées simultanément. La mise en exploitation d'une nouvelle alvéole est conditionnée par : <ul style="list-style-type: none">- l'envoi à l'inspection des installations classées d'un dossier technique établissant la bonne exécution de pose de la géomembrane inférieure,- au récolement par l'inspection de l'alvéole ainsi constituée,- le réaménagement de l'ancienne alvéole (réaménagement final ou mise en place d'une couverture intermédiaire) au maximum 9 mois après l'arrêt d'exploitation et l'envoi à l'inspection des installations classées d'un dossier technique établissant la bonne exécution de pose de la géomembrane supérieure dans le cas d'un réaménagement final ou d'un polyane dans le cas d'une couverture intermédiaire.
Constats : Deux alvéoles, n° 5 et n° 6, sont en cours d'exploitation. L'alvéole 4, dont l'exploitation a cessé le 25 juillet 2022, est réaménagée depuis le 12 août 2022. Une couche de terre de plus de 30 cm recouvre entièrement l'alvéole. Le dossier technique établissant la bonne exécution de la pose de la géomembrane supérieure a été transmis au préfet par courrier du 8 novembre 2022. Le contrôle des soudures de la géomembrane bitumineuse de 4 mm d'épaisseur, réalisé par un personnel habilité ASQUAL (association qualité), ne révèle pas d'anomalie.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Constitution d'une alvéole

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/04/2007, article 9.2
Thème(s) : Risques chroniques, Stockage de déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Chaque alvéole est constituée du bas vers le haut : <ul style="list-style-type: none">- d'une géomembrane disposée sur le fond de l'alvéole et les merlons séparatifs de délimitation ;- d'une première couche de fines destinée à prévenir toute détérioration de la géomembrane ou d'un géotextile ;- des déchets ;- d'une géomembrane ;- d'au moins 30 cm de terre végétale. Cette couche sera régulièrement entretenue.
Constats : La nouvelle alvéole n° 6, dispose sur toute sa surface, jusqu'en haut des talus dans lesquels elle est ancrée, d'une géomembrane bitumineuse de 4 mm d'épaisseur qui a été posée selon les règles définies par l'ASQUAL (association qualité). Une couche de déchets de faible granulométrie est déposée à l'avancement au niveau de la zone de stockage en cours. La dernière alvéole réaménagée depuis le 12 août 2022 (alvéole 4) comporte en surface une couche de terre de plus de 30 cm. La surface des alvéoles plus anciennes réaménagées est entretenue.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Superficie des alvéoles

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/04/2007, article 9.3
Thème(s) : Risques chroniques, Stockage de déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La superficie des alvéoles sera limitée au maximum à 5 000 m ² de manière à limiter la surface offerte aux intempéries. Toutes dispositions seront prises pour : <ul style="list-style-type: none">- empêcher l'entrée de toutes eaux extérieures à l'alvéole dans l'alvéole ;- interdire tous les rejets de lixiviats intra-alvéoles dans le milieu naturel ;- que la couche finale de déchets et la couverture finale présente une pente d'au moins 3 % de manière à favoriser l'évacuation de toutes les eaux météoriques et de ruissèlement non polluées vers l'extérieur de l'alvéole et une zone qui ne sera pas exploitée pour enfouissement (nouvelle alvéole).
Constats : La superficie de l'alvéole n° 6 est de 4 478 m ² . Les pentes et le haut des talus sont constitués de manière à ce que les hauts météoriques ne soient pas dirigés dans l'alvéole. La couverture finale de la dernière alvéole réaménagement présente une pente d'au moins 3 %.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet